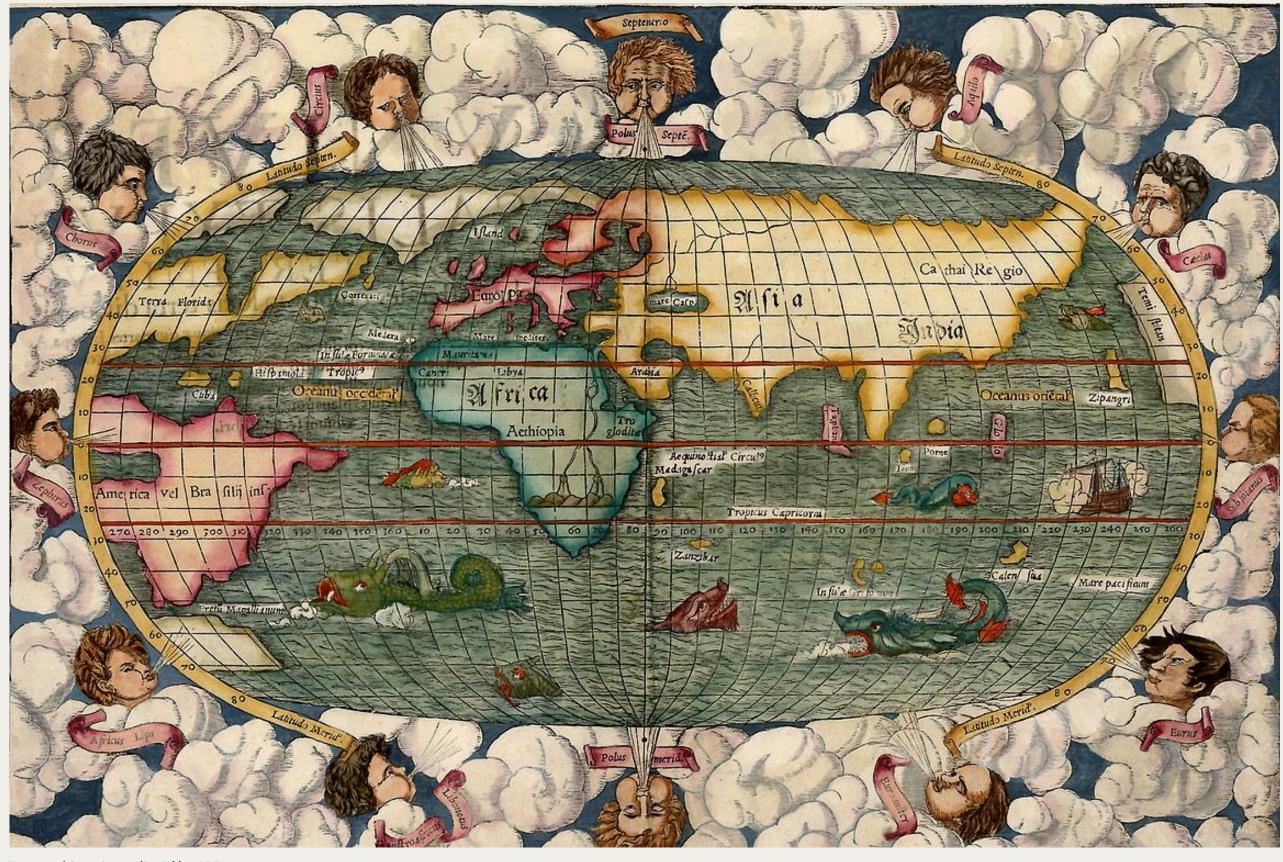
# L'Oservatoire Géopolitique



Typus orbis universalis, Bâle, 1550

De PIAE SMB

# Sommane

Amérique du Nord	Page 3
Europe	Page 4
Amérique du Sud	Page 4
Asie	Page 5
Afrique	Page 5
Moyen-Orient	Page 6
Arctique	Page 6
Fiche pays: Liban	Page 7
Fiche Pays : Serbie	Page 7

2



### L'observatoire géopolitique, la planète entière décryptée à l'IAE

Dans notre ère toujours plus reliée et connectée, l'opportunité de se détacher de son téléphone afin de s'intéresser au monde qui nous entoure se présente à vous !

Chaque mois, les dernières nouvelles des 4 coins de la planète vous seront exposées à travers différents articles sur ce tableau, face à vous. Les toutes dernières actualités des 7 continents et de 2 pays choisis vous seront finement et soigneusement affichées. Étudiants, enseignants, coordinateurs, chercheurs et employés, voici le tout premier numéro de « l'observatoire géopolitique » présenté par les L2 ESPRI.

Seront au menu du jour ; droits des femmes au Moyen-Orient, élections américaines, floriculture, épidémie et relations internationales...

Bon voyage!

Gaspard Sermet-Magdelain, Hana Souati, Timéo Van-hamme, Ethan Roos



# Un scrutin, deux visions, trois nations : quand les USA votent, le continent frémit.

## Élections présidentielles américaines 2024 : quels impacts sur le continent américain ?

Le mardi 5 novembre, les citoyens Étasuniens voteront lors d'élections présidentielles capitales pour le futur du continent. Que ce soit le milliardaire Républicain Donald Trump ou l'ex-Procureure Démocrate Kamala Harris, quels sont les impacts possibles de ces élections à forts enjeux sur le continent nord-américain ?

### Entretien exclusif avec Jean-Marie Ruiz, Docteur en Sciences Politiques et Américaniste.

Il est possible, aujourd'hui, d'observer un certain repli économique des pays sur eux-mêmes. Le libre-échange cède le pas au protectionnisme. Ce dernier ayant été figure de proue du Trumpisme, Jean-Marie Ruiz affirme que « le protectionnisme sera poursuivi ». En effet, il l'a été par l'administration Biden et sera probablement maintenu par Kamala Harris. Monsieur Ruiz va même plus loin, il affirme que le marché de libre-échange nord-américain « est un vestige du passé » et « qu'il y a une volonté de réindustrialiser, que ce soit de la part des Démocrates ou des Républicains ». En effet, réindustrialiser permet aux pays d'accroître leur indépendance stratégique, notamment dans des secteurs sensibles. Selon Jean-Marie Ruiz, les élections américaines à venir n'impacteront pas les relations économiques sur ce continent qui sont déjà au point mort.

L'immigration est également une pierre angulaire pour les pays d'Amérique du Nord. Selon notre interviewé, « c'est surtout au Mexique qu'il peut y avoir un impact des élections », car « les Démocrates veulent aussi limiter l'immigration ». On comprend ainsi que le sujet de l'immigration est souvent mis sur le devant de la scène car lié « à un aspect électoraliste ». Ainsi, les élections américaines à venir compliquent les relations des États-Unis avec leurs voisins proches. En effet, les dynamiques en vigueur vont dans le sens du durcissement des règles migratoires.

Ainsi, une certaine continuité et stabilité dans le continent nord-américain est aujourd'hui observable dans les relations inter-étatiques. Il semble que seul l'enjeu migratoire puisse largement impacter l'issue des élections en Amérique du Nord, dans un contexte de tensions et de rivalités accrues.

Oumaïma Belalit, Élise Baumet & Marwan Benmbarek

# Europe

# Entre désillusion et nouveaux types de collaborations: le Royaume-Uni repense ses relations

En juillet 2024, le parti travailliste de Keir Starmer remporte haut la main les élections législatives britanniques après plus de 14 ans de règne conservateur. Depuis 2016, dans un pays de plus en plus tiraillé entre les britanniques pro-européens et les nationalistes, le gouvernement se doit de revenir sur les accords établis par le Brexit et renouer ses relations avec l'Union Européenne.

En effet, ce ne sont pas moins de quatre premiers ministres qui se sont succédé au gouvernement britannique en moins de quatre ans, de quoi entraver grandement la prise de décision. Dans un tel contexte, Keir Starmer a déjà été très clair sur sa volonté de remédier à toutes les désillusions entraînées par le retrait de l'Union Européenne. Entre manque de main d'œuvre, crise de la sécurité sociale et pénuries alimentaires, une grande partie des jeunes britannique est fatiguée de devoir subir une décision prise par les anciennes générations.

Le gouvernement cherche alors de nouveaux terrains d'entente avec ses anciens partenaires, afin de résoudre certains sujets clivants revenus à l'ordre du jour. Depuis 2020 de nombreux accords ont déjà été signés avec l'Union sur des questions telles que le commerce des ressources halieutiques, la sécurité des données ou encore la coopération nucléaire. Cependant, Starmer ne s'arrête pas là et multiplie depuis juillet les sommets européens et internationaux pour établir de nouveaux accords en matière de défense, de commerce et de technologie.

Dans le contexte actuel de guerre russo-ukrainienne, le Royaume uni sent que son isolement le rend vulnérable. De plus, l'une des motivations initiales du Brexit était la lutte contre l'immigration clandestine, un problème auquel le gouvernement britannique peine encore à faire face aujourd'hui. Il cherche alors du soutien auprès de ses alliés européens, dont Giorgia Meloni, pour

Le Premier ministre britannique Keir Starmer (G) est accueilli par la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen (D) au siège de la Commission européenne à Bruxelles, Belgique, le 2 octobre 2024. [EPA-EFE/OLIVIER HOSLET]

trouver des solutions durables. Néanmoins, la question de la réintégration de l'Union ne se pose pas.

Il est donc probable que l'on assiste dans les prochaines années à un fort rapprochement entre le Royaume Uni et l'Union européenne, si le gouvernement britannique n'entrave pas ses relations avec ses alliés dans sa volonté de refréner l'immigration sur son territoire.

Léa Alesi, Louise Augagneur & Adélaïde Bachelet

# Amérique du Sud

## Le Venezuela met l'ambassade d'Argentine à la porte...

## L''escalade des tensions prend des dimensions démesurées

Au lendemain des élections présidentielles au Vénézuela, le gouvernement cesse ses relations diplomatiques avec sept pays, dont l'Argentine, qui ne reconnaissent pas la victoire du président vénézuélien Maduro. Ce dernier, au pouvoir depuis 2013, ordonne alors l'expulsion des représentants diplomatiques de ces pays qui dénoncent, suite aux élections du 28 Juillet, une fraude de sa part. Le gouvernement vénézuélien a intensifié sa répression envers l'opposition.

Dès lors, le Brésil prend l'initiative de protéger les intérêts de l'Ambassade d'Argentine à Caracas. Le 6 Septembre 2024, le gouvernement Vénézuelien révoque cette autorisation. Au regard de la Convention de Vienne, cette démarche consiste en une violation du droit de délégation en cas de rupture de relations diplomatiques. Le Brésil déclare pourtant qu'il continuera à défendre l'intégrité argentine tant qu'un autre pays ne pourra le faire. Le Brésil adopte une position neutre, sans s'opposer au gouvernement vénézuélien il se positionne en médiateur dans cette crise. Il demande que soient révélés les actes électoraux afin que les spéculations autour des élections cessent.



Les partisans de l'opposant Edmundo Gonzalez Urrutia sont descendus dans la rue pour contester le résultat de la réélection Nicolas Maduro.

© Crédit photo : YURI CORTEZ/AFP

Les événements du 18 Septembre 2024 - L'escalade des tensions diplomatiques se reflète au travers d'accusations mutuelles de crimes contre l'humanité. Des mandats d'arrêt sont établis simultanément. Caracas accuse le président argentin de maltraitance et d'extermination de la population civile vulnérable d'Argentine. La chambre fédérale de Buenos Aires saisit Interpol ainsi que la Cour Pénale Internationale. Elle dénonce un plan systématique de torture et de répression édicté par le gouvernement vénézuélien. Il faut souligner que le mandat contre Milei ne fait effet qu'au Vénézuela et que celui contre Maduro n'a pour l'instant pas été approuvé par Interpol.

La tourmente du clivage Argentino-Vénézuélien questionne les relations futures dans cette région du monde. Une fragmentation régionale qui laisse présager des répercussions dans les relations internationales.

Jeanne Berruet--Zorelle, Juliette Bétourné-Virmont & Carla Bianchi



# Anura Kumara Dissanayake, la bombe Sri-lankaise au sein de la tour de Kapla asiatique ?

L'Asie renferme une large variété de régimes, qui, pour la plupart, ne sont pas démocratiques. Mais coup de tonnerre le samedi 21 septembre, c'est Anura Kumara Dissanayake, candidat de gauche et ancien marxiste, qui est élu au Sri Lanka avec près de 42,3% des voix. Lui qui en avait obtenu que 3% en 2019!

Cette montée de la gauche radicale s'explique par le mécontentement populaire face à la gestion de l'économie autrefois gérée par les élites traditionnelles et la classe politique au pouvoir. Ainsi, Dissanayake prône une révision du système économique et une répartition plus juste des richesses. Pour se débarrasser une bonne fois pour toute de la corruption, le nouveau président a déjà dissous le parlement et a fixé des législatives anticipées. Bien qu'il gagne en popularité, il doit faire face à un environnement politique de plus en plus polarisé. Partout en Asie, des tendances autoritaires émergent, et semblent être les réponses idéales face aux profondes crises économiques et sociales.

Aujourd'hui, cette variété prend un sens particulier dans un contexte marqué par des tensions croissantes s'illustrant au sein de défis globaux tels que le changement climatique, la gestion des ressources, et les conflits territoriaux comme en mer de Chine méridionale. En conséquence, des alliances stratégiques se sont formées, modelant les interactions entre les grandes puissances de la région. A titre d'exemple, la montée en puissance de la Chine et son expansionnisme en Asie de l'Est a poussé des pays comme le Japon, l'Inde et d'autres démocraties asiatiques à renforcer leurs liens avec l'Occident pour contrebalancer son influence et sa volonté d'un nouvel ordre mondial. Le Sri-lanka, quant à lui, bascule davantage vers « l'empire du milieu » en s'éloignant de l'Inde. Les pays partageant une idéologie commune tendent à s'unir. Comme on dit : qui se ressemble s'assemble.



Anura Kumara Dissanayake, la leader de Janatha Vimukthi Peramuna (JVP) (@anuradisanayake)

La diversité des régimes politiques est cruciale car elle reflète les dynamiques historiques, économiques et culturelles qui continuent de façonner le continent. Les élections présidentielles sri-lankaises sont le miroir des défis auxquels font face certaines démocraties asiatiques, entre instabilité et quête de réformes. Le rôle pour le Sri Lanka sera désormais de renforcer ses institutions tout en parvenant à répondre aux attentes populaires. Manon Branfaux, Tilana De Lorenzi, Sirine Boultif

Manon Branfaux, Tilana De Lorenzi, Sirine Boultif



## Mpox: vers un nouveau confinement?

A peine relevé de la crise Covid, le Monkeypox, nouveau virus, inquiète les autorités sanitaires : l'OMS a déclenché une "Urgence de santé publique de portée internationale" pour le Monkeypox aussi appelé Mpox ou variole du singe. Ce virus est découvert en 1958 par des chercheurs danois sur des singes mais se diffuse plus particulièrement chez les rongeurs d'Afrique. Le premier cas humain est recensé en 1970. Ce virus se transmet au contact d'un animal porteur du virus ou via un contact plus ou moins rapproché avec un malade.

Cette maladie virale provoque fièvre, douleur musculaire et lésion cutanée. Elle n'a pas de conséquences mortelles directes mais sa létalité dépend notamment de la difficulté de l'accès aux soins et à l'hygiène, ce qui démontre donc les inégalités importantes en termes de santé publique. Ainsi, le taux de mortalité est bien plus élevé dans les pays en développement. La maladie se décline en plusieurs clades : des variations du virus. Le clade 1a est endémique d'Afrique, sa variante 1b, beaucoup plus contagieuse, sévit particulièrement en République Démocratique du Congo (RDC) où les mouvements de population engendrés par les conflits armées facilitent la circulation du virus.

Aujourd'hui l'Africa CDC (Center for Disease Control and prevention) compte 29 152 cas détectés, 6 105 cas confirmés et 738 décès. Face à cela les autorités ont lancé une "large" campagne de vaccinations (anti-Mpox) pour endiguer la propagation du virus. Certains pays occidentaux ont répondus favorablement à la demande de vaccin : les Etats-Unis ont déjà fourni 60 000 doses (au Nigeria et en RDC) et ont annoncé 1 million de doses supplémentaires, l'Europe elle, a fourni 200 000 doses de vaccins (en RDC).

Ses chiffres sont à relativiser, seule, la RDC compte 99 millions d'habitants, et ce sont au total 19 pays africains qui sont touchés par Mpox.

Ce phénomène s'amplifie avec la destruction des écosystèmes qui entraîne un contact bien plus récurrent avec les animaux et des chances bien plus élevées de contracter le virus. Ainsi, cette nouvelle crise sanitaire insiste encore une fois sur la nécessité de mener une réflexion commune sur nos manières d'habiter la terre, et de repenser la mondialisation.

Ianis Dussert, Léanne Dumont, Elsa Descosse



## Femmes moyen-orientales : Révolution en marche, parcours d'obstacles ?

Pour un simple port de voile jugé "incorrect", la mort tragique de l'iranienne Masha Amini en 2022 provoque le cri de révolte "Femme, Vie, Liberté" qui résonne plus que jamais au Moyen-Orient. Les divers mouvements nous rappellent que les femmes de cette région sont des actrices du changement.

#### Des mouvements pour le droit des femme en pleine expansion

Si les mouvements féministes iraniens naissent en 2022, les revendications pour l'égalité des genres sont très anciennes. En 2011, lors des printemps arabes, les femmes se mobilisent aussi pour la reconnaissance de leurs droits et de leur citoyenneté. Au Liban, en 2019, elles occupent l'espace public contre la corruption du gouvernement Aoun. Sous le régime des talibans, elles s'organisent clandestinement pour instruire les plus jeunes. Aujourd'hui, le centre actif est en Iran où les femmes brûlent leur voile dans la rue, risquant la torture à mort. Rejointes par les hommes avec le slogan "Femme, Vie, Liberté", le combat se change en véritable révolution contre le régime théocratique sous le regard des réseaux sociaux.

#### Réformes et succès

Les réformes et succès au Moyen-Orient varient d'un pays à l'autre mais d'importants changements peuvent être soulignés. En Arabie saoudite c' est notamment l'obtention du droit de conduire qui a marqué un tournant historique en 2018, ouvrant la voie à d'autres réformes certes parfois jugées symboliques. Dans des pays comme l'Égypte, les Émirats Arabes Unis, le Liban et la Jordanie, la participation à des hauts postes et l'accès à l'éducation des femmes sont en constante progression. Rania al-Mashat, ministre égyptienne, incarne cette génération de femmes déterminées à obtenir l'égalité.

#### Entre discriminations persistantes et valeurs conservatrice

Dans de nombreux pays, les normes patriarcales continuent de peser sur les femmes. La soumission à leur mari restreint leur liberté : mariage de force au Yémen, possession d'un statut juridique inférieur. En Arabie Saoudite, si elles désobéissent à leur tuteur, elles peuvent perdre leur allocation maritale et la garde de leurs enfants. Les écarts salariaux sont aussi importants, 2 femmes sur 10 travaillent ou sont en recherche d'emploi. En Afghanistan, l'arrivée des talibans accentue l'oppression des femmes avec des restrictions culturelles; obligation du port de la burqa ou du voile. Ces inégalités prennent place dans tous les domaines, ce qui représente une réelle atteinte à leur identité.

Face aux tirs à bout portant, aux risques de disparition ou même d'agressions sexuelles, la lutte demande un immense courage. Les femmes de ces régimes répressifs et violents nous remémorent la dangerosité du combat pour l'égalité. Au péril de leur vie, elles s'expriment pour des droits et des libertés indispensables à un minimum d'épanouissement.



Noélie Furin, Adèle Fouquier & Maêlle Fraisse



## Ça chauffe en Arctique!

## La Russie dégèle ses installations militaires en Arctique : coup de froid sur les relations avec l'OTAN

Dans l'Arctique, depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les tensions s'amplifient entre cette dernière et les 7 autres pays membres du Conseil de l'Arctique (Etats-Unis, Canada, Finlande, Suède, Norvège, Danemark et Islande) alors qu'elle renforce ses moyens militaires dans la zone. Ce développement suscite des réactions variées de la part des pays voisins occidentaux, maintenant tous membres de l'OTAN, dans une zone qui a déjà un historique conflictuel.

L'Arctique semblait s'être pacifié après la fin de la guerre froide, symbolisé par la création du conseil de l'Arctique, instance de coopération culturelle et scientifique.

Cependant, dès les années 2000, la fonte des glaces dans l'océan Arctique a rendu possible l'exploitation des nombreuses ressources présentes, dans une logique de coopétition. La fonte a aussi ouvert la possibilité d'une nouvelle route maritime au Nord, permettant d'économiser 6000km de navigation entre l'Asie et l'Europe : la question est donc de savoir lesquels de ces pays seront en position de profiter de cette nouvelle situation géo-économique.

Depuis 2004, la Russie n'a cessé de confirmer son intérêt pour cette zone, qu'elle considère comme une zone d'influence légitime de Moscou, d'après Sergueï Lavrov, ministre des affaires étrangères russe. Elle a donc considérablement modernisé sa force de l'Arctique, à tel point que les moyens militaires présents dans la région sont à leur plus haut niveau depuis la fin de la Guerre Froide.



Concrètement, cette politique de modernisation est illustrée par la nouvelle base militaire du "Trèfle Arctique", construite sur d'anciens sites soviétiques et achevée en 2021 : capable de tenir un an et demi en autarcie, les responsables militaires russes la comparent à une station spatiale, permettant aux 150 soldats qui y sont affectés de contrôler une zone de plusieurs milliers de km2 en totale autonomie. Mais cette base n'est qu'une mince partie de l'important réseau d'infrastructures militaires que les Russes s'efforcent de développer ces dernières années, avec une accélération notable depuis le début de la guerre en Ukraine. Dès janvier 2024, la Russie a en outre débuté des entraînements militaires afin de renforcer et spécialiser sa flotte du nord.

En réponse à l'expansion russe, l'OTAN renforce sa présence en Arctique. L'adhésion de la Finlande en 2023 a concrétisé la volonté occidentale d'investir cet espace. Le 27 septembre 2024, le ministre de la défense finlandais a annoncé l'installation d'une nouvelle base militaire à Mikkeli, près de la frontière russe, illustrant ainsi la stratégie de dissuasion de la Finlande.

Depuis janvier, l'OTAN a lancé des exercices militaires mobilisant 90 000 soldats, dont l'exercice Nordic Response, qui se déroule pour la première fois en Suède, élargissant ainsi la zone d'entraînement et la pratique de la défense aérienne. Ceci soulève des interrogations quant à la capacité de la Russie et ses partenaires stratégiques, à l'image de la Chine, à faire face à l'OTAN dans cette zone en ébullition

# Fiche Pays: Serbie

# La Serbie a-t-elle enfin trouvé les clés des portes de l'Union européenne ?

Candidate depuis 2012 à l'Union européenne, la Serbie, située au cœur des Balkans, fait face à de multiples obstacles. Son jeu d'équilibriste entre l'Est et l'Ouest ainsi que la question sensible du Kosovo la discrédite sur la scène internationale, retardant son entrée dans l'Union Européenne.

#### La Serbie infidèle à la Russie?

"La place de la Serbie est dans l'Union européenne" affirme Emmanuel Macron, à l'occasion de son déplacement en Serbie en août dernier pour la vente des douze avions Rafales. Le contrat à plus de 2,7 milliards d'euros a pour but de renouveler la flotte vieillissante de Mig russes.

Ces dernières années, la Serbie se montre de plus en plus avenante vis-à-vis de l'occident et de l'Union européenne. Le 7 mars 2024, la Serbie a notamment rejoint l'Alliance atlantique (OTAN) et mène actuellement des opérations extérieures avec celle-ci. D'autres partenariats sur la santé, l'Intelligence artificielle, le nucléaire ou le traitement des eaux sont également prévus avec l'Occident.

Au-delà des choix militaires du gouvernement, la Serbie se rapproche culturellement de l'occident, à commencer par l'utilisation de plus en plus fréquente de l'alphabet latin dans l'écriture du serbe. Dans le domaine musical également, le pays cherche à s'ouvrir à l'international. Le trio Hurricane, créé en 2017, fut l'un des premiers groupes de l'industrie musicale serbe à chanter en anglais.

En revanche, au bout de douze ans de négociations, la Serbie n'est toujours pas membre de l'Union en raison de la question sensible du Kosovo, et de ces liens forts avec la Russie.

#### La Serbie, ou l'art de multiplier les alignements

En janvier 2023, le président serbe et le ministre kosovar avaient conclu des accords concernant la normalisation des relations entre les deux pays. Or, les projets de négociations et les tentatives de dialogue ont échoué. M.Vucic affirme ne pas reconnaître la proclamation d'indépendance du Kosovo en 2008. Par ailleurs, la Russie reste un allié historique de la Serbie, constituant un frein à son intégration dans l'Union Européenne. Ces deux États entretiennent d'importantes relations économiques, militaires et sont alignés politiquement. En effet, depuis le début de l'invasion en Ukraine, le régime serbe refuse d'appliquer des sanctions à la Russie, contrairement à l'ensemble des pays européens. Ainsi, la Serbie continue d'importer des équipements militaires russes comme les antidrones acquis récemment.

Il est aussi important de noter que les conflits en Ex-Yougoslavie qui ont eu lieu entre 1991 et 2001, sont encore une source de tensions entre la Serbie et ses voisins Balkans. Pour exemple, le projet de résolution des Nations unies concernant le génocide de Srebrenica, en Bosnie, commis en 1995 par les forces serbes de Bosnie, fut constesté par la Serbie qui accuse l'Occident de raviver d'anciennes frictions.

Cette adhésion est également entravée par des problématiques relevant de l'État de droit. Cela s'est traduit notamment par la fraude électorale aux dernières législatives de 2023. On remarque aussi une atteinte à la liberté de presse par les politiques de désinformation et l'utilisation de la propagande. Ces actes de nature illibérale sont donc contestés par l'Union Européenne.

Entre réalisme politique et opportunisme économique, quel sera le choix final de la Serbie ?

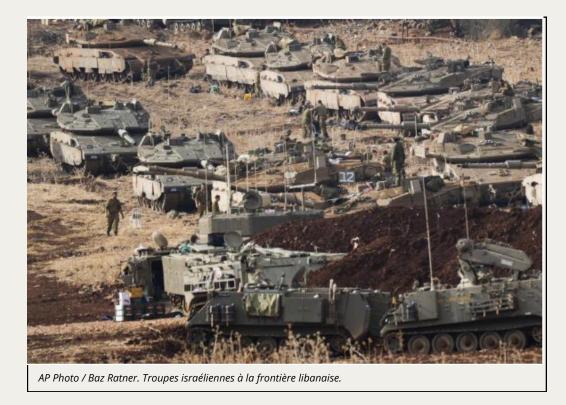
Evan Karreira, Anna Robin, Alizée Ronzani

# Fiche Pays: Liban

## Le Liban impliqué dans les guerres des "autres"

"Nous devrions tous être alarmés par l'escalade. Le Liban est au bord du gouffre" a récemment déclaré Antonio Guterres au Conseil de sécurité des Nations Unies. Le Liban, pays du Moyen-Orient, est affaibli par différentes crises et la position politique forte du Hezbollah. Il s'agit d'une organisation politique chiite créée pendant la guerre du Liban en 1982 pour s'opposer à l'envahissement d'Israël, et pilotée par l'Iran. La situation entre cette organisation, considérée par ailleurs comme terroriste par les Occidentaux, et l'État hébreu est tendue depuis les années 2000. Le conflit actuel oppose Israël, allié des États-Unis, contre le Hezbollah, le Hamas et l'Iran.

Depuis le 23 septembre, Israël a intensifié ses attaques contre le Liban en visant des positions du Hezbollah et par conséquent des civils. Le bilan fait état de plus de 600 morts. L'escalade des tensions oblige des centaines de milliers de libanais à fuir le sud du pays. La communauté internationale redoute une "guerre régionale totale". La France et les USA ont donc appelé à un cessez-le-feu. Quant à lui, le 1er ministre israélien à la tribune de l'ONU entend se battre jusqu'à la victoire. La mort de Hassan Nasrallah, chef du mouvement libanais, en est l'illustration.



La situation est alors extrêmement instable. Plusieurs scénarios sont envisageables quant au futur. La mort de Hassan Nasrallah peut bouleverser l'équilibre des forces au Liban et affaiblir considérablement le Hezbollah : ce qui marquerait un tournant dans son histoire. Toutefois, la capacité de ce mouvement à se redresser dépendra des décisions prises par son principal allié, l'Iran. Téhéran pourrait choisir d'escalader le conflit en autorisant l'usage des armes de précision du Hezbollah, ou en envoyant des missiles dans la région. Ce scénario s'avère bien réel depuis le 1er octobre mais présente de gros risques pour la survie même du régime iranien, notamment face aux avertissements des États-Unis et des pays alliés d'Israël. L'incertitude régionale est donc élevée, contribuant à faire du Liban un État failli marqué par des décennies de guerre. Le pays ne dispose plus d'aucunes ressources et sombre encore plus dans l'instabilité au profit de conflits et de corruption. La population subit ce désastre et n'a que peu de perspectives quant à une possible sortie de cette crise.

Nina Mermillod, Alice Peyremorte & Eva Poutrel